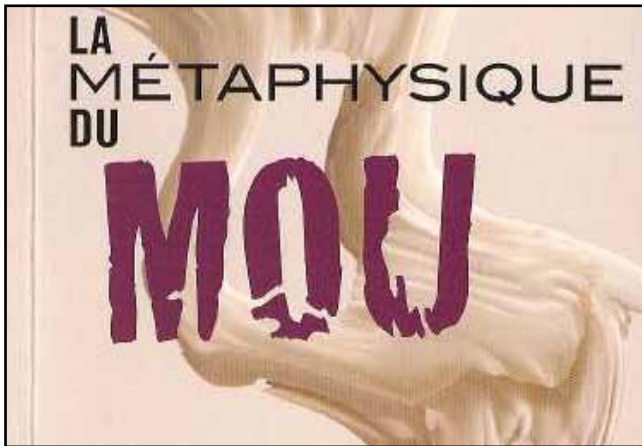


LE CITOYEN

www.le-citoyen.info
Journal d'opinion

Octobre 2011 – N° 40 – 5ème année

Le PS s'offre un social-libéral grand teint !



Les électeurs socialistes et apparentés ont donc choisi François Hollande comme le candidat socialiste à la présidentielle de 2012. L'écart entre les deux aspirants est conséquent et devrait éviter toute déchirure au sein même du PS... si tout se passe bien.

Le CITOYEN a suivi de très loin cet épisode politico-médiatico-humoristique qui a monopolisé l'ensemble des médias et les aboyeurs patentés à la solde du libéralisme. Mais nous ne sommes pas dupes et savons que cette mascarade électorale vise uniquement à installer le bipartisme dans le paysage politique Français afin de faire disparaître tous les petits partis et donc, le Front de Gauche.

Nous savons, aussi, que les ambitions personnelles ne sont pas absentes de cette

consultation, témoin le virage à 180° d'Arnaud Montebourg qui de l'anti-mondialisme est passé allégrement au social-libéralisme en snobant la plus à gauche des candidats : Martine Aubry. Mais il y a bien longtemps que Montebourg, le roi du grand écart, zigzague en eaux troubles pour échouer du côté où il a le plus de chance de se voir proposer une belle « gâche » à la hauteur de son « talent ». Triste spectacle, en fait, pour la démocratie et pour celles et ceux qui portant, encore, de véritables valeurs de gauche se voient amalgamés dans ces gesticulations politiques où il est quelque fois difficile d'y reconnaître les siens.

Mais, tout est bien qui finit bien, pour la société libérale. Hollande le plus mou des socialistes et aussi, le plus à

droite, est le candidat officiel des socialistes. Il N'est pas celui de la Gauche, la vraie, et ne le sera jamais.

C'est la raison pour laquelle, Le CITOYEN appelle au renforcement du Front de Gauche.



P.2 / 3
DÉSOBÉIR



P.4 / 5
LA CRISE



P.6 / 7
RENTRÉE



P.8 LES BRÈVES
Le microcosme local...

édito

LA RÉVOLTE



Les médias sont plus que discrets sur un mouvement qui secoue un très grand nombre de Pays sur la planète capitaliste. De Wall Street à l'Italie de Berlusconi, le mouvement des indignés ne cesse de faire tâche d'huile. A ce titre, la journée du 15 octobre a été significative.

Mais alors que les médias aux ordres ont tous encensé les révolutions « arabes » qui selon eux étaient l'expression d'un ras le bol face à la tyrannie de ces chefs d'état accrochés à leur fauteuil, les voilà, aujourd'hui, particulièrement silencieux face à un mouvement tout aussi légitime et que les pouvoirs en place répriment avec violence.

Nous qui avons toujours douté quant à l'origine de ces « révolutions » qui servent admirablement les intérêts du monde de la finance, nous ne doutons pas de la spontanéité et de la justesse du mouvement des indignés puisqu'il est farouchement et sauvagement combattu par le pouvoir en place.

Sans être tout à fait adepte de la théorie du complot, ce deux poids deux mesures, face à la révolte des peuples et au traitement de l'information nous interpelle.

René Balme

VIVE

École de vidéo et de télévision participative basée à Grigny. Pour voir et entendre les conseils municipaux et la vie locale.
www.vive-fr.org.

M@ISON

Un pôle ressource au service



des usages public de l'internet et du multimédia basé à Grigny.
www.maison-tic.org

KIKAVU

Le portail vidéo des collectivités territoriales. Un projet initié par la ville de Grigny et porté par la M@ison.
www.kikavu.fr

MAIRIE DE GRIGNY

Le site officiel de la ville de Grigny. Tout ce que vous devez et pouvez savoir sur votre ville... et sur sa démarche de démocratie participative.
www.mairie-grigny69.fr

RENÉ BALME

Le site officiel de René Balme, maire de Grigny. Activité, communiqués, prises de position, etc.
www.rene-balme.org

LE CITOYEN

Le site officiel de notre turbulent Citoyen
www.le-citoyen.info

AGENCE PAF

L'agence de presse alternative francophone compile pour vous le meilleur de l'autre presse.
www.agence-paf.net

OULALA.NET

Depuis bientôt 10 ans, ce site animé par qui vous savez décrypte l'actualité nationale et internationale.
www.oulala.net

Succès incontestable du forum national de la désobéissance malgré un boycott généralisé par la presse bourgeoise

Plus de 600 militants à Grigny

Ce sont plus de 600 personnes qui ont répondu à l'appel de la ville de Grigny (69) et du Sarkophage (journal d'analyse politique) pour fêter la désobéissance. Pour la première fois, tous les réseaux de désobéissance individuelle, collective, professionnelle, institutionnelle se sont rencontrés, se sont écoutés, ont échangé leurs expériences, ont mutualisé leurs acquis.



Pour la première fois, militants anti-pub, anti-OGM, anti-nucléaires, inculpés politiques refusant de donner leur ADN, lanceurs d'alerte, amoureux des semis désobéissants, citoyens solidaires des sans papiers, sans toit, sans emploi, éco-constructeurs, compagnons d'Emmaus-Lescar-Pau, enseignants désobéissants, médecins solidaires, salariés des services publics et privés, villes et communautés désobéissantes (Grigny, Vaulx-en-Velin, Saint-Denis, etc) ont parlé d'une même voix.

Les plus de 600 militants représentant tous les réseaux ont promis de se retrouver dès l'an prochain, parce que cette rencontre a été productive, parce qu'elle a permis la convergence des luttes et surtout, parce qu'elle est un formidable point d'appui pour engager la résistance pacifique dans de nombreux secteurs.

La Ville de Grigny et le Sarkophage se sont déclarés disponibles pour être, à nouveau, des passeurs de convergence.

Dans l'attente, le Sarkophage publiera en février 2012 un hors-série spécial désobéissance, intégrant le DVD de cette journée réalisé par VIVÉ, pour tirer tous les enseignements de cette convergence, pour engranger les produits, fruits des graines semées ce 8 octobre à Grigny.

Nous entendons être présents en 2012, lors des différentes échéances électorales, pour porter cette exigence de désobéissance, pour rappeler qu'il faut savoir dire Non à des lois injustes et dire Oui au Bien vivre.

Nous invitons tous les candidats à répondre à cette sollicitation citoyenne.

Nous invitons tous les réseaux militants désobéissants à converger localement.

Création d'une monnaie Locale

Les co-organisateur du Forum national de la désobéissance civile ont créé à cette occasion une monnaie de la désobéissance citoyenne : *le grigneuro*. *Le grigneuro* est une monnaie locale valable seulement, dans un premier temps, dans le cadre du Forum mai qui pourrait s'échanger dans d'autres manifestations locales ou nationales. *Le grigneuro* est une monnaie fondante qui empêche toute spéculation. Elle a été échangée au début et en fin de ce rassemblement national festif. *Le grigneuro* est une monnaie valable seulement pour acheter des produits écologiquement, socialement et politiquement responsables. Il sera refusé pour tout achat de la presse sarkozyste et de BigMac, OGM, etc. *Le grigneuro* est une monnaie libre dans une société libre d'usagers libres. Les usagers qui le souhaitent - très peu nombreux - ont pu continuer à faire usage de leurs euros. La parité du grigneuro et de l'euro est de « un pour un »... un *grigneuro* égale un euro. La petite monnaie a été réglée en centimes d'euros. Comme nous respectons l'interdiction du travail le dimanche et comme nous sommes contre le travail de nuit, les rendements épuisants, etc... nous n'avons imprimé que des billets de un, cinq et dix grigneuros. Mais, nous envisageons de frapper des pièces qui viendront en complément pour rendre la monnaie.

Cette initiative concluante, portée par LE CITOYEN, se poursuivra très prochainement dans d'autres manifestations. L'expé-

rience menée à Romans, nous intéresse au plus haut point et nous avons convenu de nous rendre dans cette ville pour étudier le fonctionnement de leur monnaie locale, *la mesure*.

Désobéir, c'est aussi, se réapproprier sa monnaie.

La République est fille de la désobéissance

C'est cette phrase prononcée par l'avocat Nicolas Gallon qui donne toute sa légitimité à l'acte de désobéir. S'il n'y avait pas eu des désobéisseurs courageux notre république n'aurait pas vu le jour en septembre 1792. Et il fallut, encore, de nombreux actes de désobéissance pour la faire vivre et lui donner un sens. Nous qui prônons une sixième république, portée par une révolution citoyenne qui s'impose de plus en plus, nous ne pouvons qu'adhérer aux valeurs portées par le colloque de Grigny et à son appel final. Si nous voulons que l'homme soit placé au centre de toutes les préoccupations, au centre de toutes les décisions, alors il faudra désobéir encore et toujours à des lois qui portent gravement



atteinte à l'intégrité physique et morale des êtres humains, à des lois qui ne leur garan-

tissent pas le droit au logement, le droit à la santé, le droit au travail, etc.

Notre rassemblement à rendu le pouvoir fébrile

En effet, des émissaires de la DCRI (Direction Centrale du Renseignement Intérieur) ont été envoyés chez Paul Ariès dès le premier communiqué de presse annonçant cette manifestation. Ce qui semble faire réagir le Ministère de l'Intérieur, à notre avis, c'est l'inconnue de l'après ! Que se passera-t-il demain, dans 10 jours, dans un mois si toute ces forces rassemblées s'unissent dans une désobéissance généralisée, car, comme le dit La Boétie : « *Si on ne leur fournit rien, si on ne leur obéit pas, sans les*



combattre, sans les frapper, ils restent nus et défaits et ne sont plus rien...»

Dans son discours de la servitude volontaire la Boétie nous a tracé la voie, il y a plus de quatre siècles, d'autres lui ont emboîté le pas depuis, mais personne n'avait imaginé de réunir en un même lieu celles et ceux qui dans des domaines différents, pour des raisons différentes ou semblables, ont choisi la désobéissance comme angle d'attaque de ce pouvoir qui broie les hommes. Nous l'avons fait et notre fierté est grande d'avoir réussi ce pari dont on sait maintenant qu'il y aura une suite en 2012, à Grigny.

LA PRESSE BOURGEOISE ET AUX ORDRES A BOUDÉ UN ÉVÉNEMENT MAJEUR

Un immense succès, c'est ce que l'on pouvait entendre dans les travées du forum et ce dès son ouverture. Cette affirmation était confirmée en milieu de matinée et tout au long de la journée. Les médias - la presse bourgeoise, et celle aux ordres - qui ont boudé ostensiblement cet événement majeur, avant, pendant et... après ont fait la démonstration de leur parfaite inutilité... et de leur incompétence. En effet, passer sous silence un événement regroupant plus de 600 participants ne démontre pas un grand professionnalisme, pas plus que cela ne traduit une impartialité avérée. Dont acte.

Notre force à nous, ce sont nos réseaux et le réseaux de celles et ceux qui partagent nos convictions. Ils ont parfaitement fonctionné, merci. Notre force, à nous, c'est la presse alternative et militante qui elle a relayé l'information dans ses colonnes. Notre force à nous, c'est que les milliers de personnes qui s'intéressent à nos actions, qui se questionnent par rapport à la désobéissance, à la démocratie participative, aux cultures d'OGM, à l'AGCS, au refus des expulsions locatives, ne vont pas chercher leur information dans la presse quotidienne régionale, ni dans les grands média soumis au pouvoir de l'argent.

Nous laissons à la presse locale moribonde le soin de dissenter sur les matinées boudin, sur les faits divers glauques ou bien encore sur la grosseur exceptionnelle de tel légume et les talents du jardinier. Nous lui laissons, aussi le soin d'encenser les initiatives prises par les municipalités de droite ou UMP et d'en ignorer ostensiblement d'autres.

Nous lui laissons, enfin, le soin de mourir à petit feu, par manque de talent, par manque de professionnalisme, par manque de courage et... faute de lecteurs.



Dans cet itinéraire très personnel, Bruno Gaccio, qui a dirigé Les Guignols de l'Info pendant seize ans, croise des personnages singuliers qui, s'ils ne sont pas tous dans la situation désespérée du clochard, ont été mis à l'écart plus sournoisement, consentant à leur propre soumission.

Le problème est bien là : comment s'expliquer la résignation générale et l'acceptation quasi suicidaire d'un système qui laisse les deux tiers de la planète dans la pauvreté ? L'auteur, dans un style vif et qui bouscule les codes, pose un regard critique sur notre société, sans s'épargner, conscient qu'il est lui-même l'un des représentants des « intermittents » de la Révolution. Révolution de privilégiés, révolution quand on y pense...

Cette dénonciation caustique des formes contemporaines de la « servitude volontaire » est un appel salutaire à une résistance plus généralisée.

Ce texte est enrichi des expériences personnelles de l'auteur. Expériences absolument honteuses et dégoûtantes, bien sûr.

Le problème n'est pas la crise, mais qui la détient

Comment fonctionnent ces agences de notations des banques? Et quels sont ceux qui tirent les ficelles en coulisses ?

Donc le problème vient des banques... et des fameuses agences de notations (Standard & Poor's, Moody's et Fitch...) qui sont chargées de jeter l'opprobre sur les États comme sur les organismes bancaires concurrents. Pas un jour dans l'actualité récente

où ne viennent surgir des sigles aussi bizarres pour le profane que AAA, AA+, BB+. Ceux-ci sont aussi mal connus que puissants, puisque les différentes dégradations de notation effectuées récemment par une agence de notation telle que Standard & Poors (S&P), ont produit des cataclysmes dans les milieux financiers: hausse des taux d'emprunt de la Grèce à près de 10%, baisse de l'Euro, forte baisse des bourses européennes voire mondiales, crise européenne attisée par la peur d'un début de scénario de chute des dominos. «La décision de cette agence de notation nord-américaine qui manie ses appréciations comme des revolvers dans un salon bondé est profondément irresponsable», déclarait récemment Jean-Luc Mélenchon. Cette «nouvelle note peut faire davantage de dégâts que des milliers d'attentats», ajoute-t-il, souhaitant «mettre en garde».

Le marché du rating (notation) est une oligarchie anglo-saxonne (comme par hasard...); composée des vénérables institutions privées.

Ces dernières sont au service des institutions financières effectuant des prêts. Elles notent la fiabilité des obligations, des dettes ou autres produits bancaires, et cela pour les grandes entreprises ou les États. Le plus étonnant, c'est que leur source de financement provient des banques qui sont elles mêmes désireuses d'être notées (c'est gratuit pour les États...). Ainsi, les agences « sur-notent » telle ou telle banque à la demande d'un



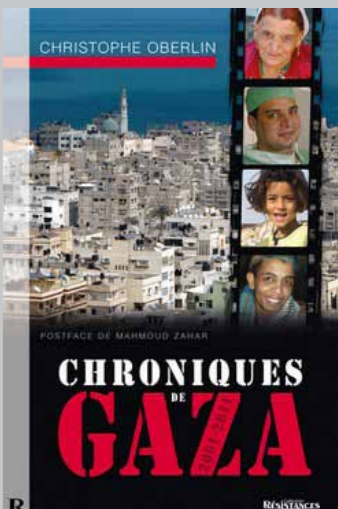
Etat ou d'un grand groupe économique. Elles peuvent aussi, sur commande, abaisser leur notation – toujours selon le même critère de demande – afin d'affaiblir un pays, voire, un continent tout entier !

N'oublions pas que ces agences ont toutes une origine anglo-saxonne. Elles ont donc toutes, un intérêt à favoriser les zones d'échanges favorables pour la circulation du dollar. Et ceci, bien évidemment au détriment de l'Euro. Elles entretiennent ainsi une spirale mortelle puisque chaque dégradation fait monter les taux

d'emprunt sur le vieux continent. La guerre des banques est une réalité et à travers elle, se révèle le pouvoir de peser sur l'économie du monde. Cibler les banques françaises ou européennes ne peut se faire sans arrière-pensée. Ni sans conséquence géopolitique. Ainsi s'opère le diktat des marchés qui génère la misère et l'appauvrissement de peuples entiers. La Grèce en est un triste exemple... Les États occidentaux sont donc complices de ce diktat puisqu'ils en sont les principaux initiateurs.

Et quelles sont les propositions de l'UMP et du PS ?

Les uns préconisent la nationalisation partielle de certaines banques. D'autres penchent pour la recapitalisation. D'autres enfin, prêchent pour la création d'une agence de notation européenne sous l'égide du FMI ou de la Banque Mondiale. Cette dernière proposition accorderait la légitimité nécessaire à Bruxelles pour terminer la mise à sac d'un pays comme la Grèce... Mise à sac dont la France est déjà complice puisqu'elle emprunte à 1.4% pour re-prêter à la Grèce à 5% sous les conditions du marché (10% !) Les États de la zone Euro (dont la France) agissent donc comme des vautours avec un État membre, en le sur-endettant à coup de milliards d'Euros. Et en même temps, ces mêmes États européens « consentent » un don de 900 millions d'Euros pour la corne Africaine qui subit la plus grande famine depuis plus de cinquante ans ! Ces attitudes aussi lâches ne sont-elles pas la preuve d'un défaitisme face à l'impérialisme américain ? La faim ne justifie pas toujours les moyens...



Christophe OBERLIN est né en 1952. Chirurgien des hôpitaux et professeur à la faculté Denis Diderot à Paris, il enseigne l'anatomie, la chirurgie de la main et la microchirurgie en France et à l'étranger. Parallèlement à son travail hospitalier et universitaire, il participe depuis 30 ans à des activités de chirurgie humanitaire et d'enseignement en Afrique sub-saharienne, notamment dans le domaine de la chirurgie de la lèpre, au Maghreb et en Asie. Depuis 2001, il dirige régulièrement des missions chirurgicales en Palestine, particulièrement dans la bande de Gaza où il a effectué près d'une trentaine de séjours.

Gaza, terre de massacres, de terreur et de martyrs. Gaza, épice du « choc des civilisations », théâtre inquiétant où se joue paraît-il la paix du monde... Mais au fond, à quoi ressemblent-ils les habitants de Gaza ? Qui sont-ils ? Que pensent-ils ? Comment vivent-ils ?

Christophe Oberlin n'a pas la prétention de répondre à ces questions d'une manière académique. Il n'est ni journaliste ni « expert en relations internationales ». Mais depuis dix ans, il se rend dans la bande de Gaza plusieurs fois chaque année, pour y soigner les blessés de l'Intifada et enseigner la chirurgie à ses confrères palestiniens soumis au blocus de l'État d'Israël.

ALORS QUE PROPOSE LE FRONT DE GAUCHE ?

Nous pensons que la société, donc le pouvoir politique, doit reprendre la main sur la finance.

Sortir de l'Euro comme le préconisent certains, serait un acte suicidaire. Les Etats-Unis n'attendent que ça : que l'euro se casse la figure, ce qui leur permettrait de sauver leur pseudo monnaie à peu de frais. Rappelons que le dollar n'a que la valeur que l'on veut bien croire qu'il a !

Il faudrait dans un premier temps dévaluer la monnaie européenne. La dévaluation de l'Euro apporterait l'appel d'air nécessaire pour endiguer l'asphyxie qui menace notre économie. Mais un consensus est nécessaire. Il faut donc remettre en cause le Traité de Lisbonne afin de libérer les peuples du joug de la Finance. C'est la seule manière de dégager le système de production et les États de la dépendance des marchés financiers. C'est l'alternative que nous proposons face aux sociaux-démocrates et aux capitalistes qui brandissent leurs plans d'austérité, qui sont en réalité des prétextes pour faire passer les orientations néo libérales qui ont pourtant conduit à l'échec que nous connaissons aujourd'hui.

Des centaines de personnes dont des médecins, des enseignants et des diplomates se sont rendus dans la localité de La Higuera ou le Ché a été assassiné après avoir été fait prisonnier. Ils ont visité des sites historiques comme la réplique de la petite école où le Ché a été assassiné le 9 octobre 1967.

Des membres des missions diplomatique, médicale, éducative et des assistants sociaux de Cuba et du Venezuela qui apportent leur aide à la Révolution Démocratique et culturelle que dirige le Président Evo Morales depuis 2006 se sont rendus à La Higuera.



Les participants aux meetings ont rendu hommage à la mémoire et au legs du Ché et ils ont mis l'accent sur l'actualité des idées et des luttes du Commandant Guevara pour la justice sociale en Amérique Latine et dans le monde.

Vendredi, des groupes ayant fait un travail remarquable ont reçu des distinctions devant le Mausolée de Vallegrande où ont reposé les restes du Guérillero Héroïque avant d'être transférés à Cuba en 1997.

Ici, à Cuba, des meetings ont eu lieu dans tous les établissements scolaires et sur les lieux de travail pour rendre hommage à Ché Guevara. Les enfants de la première année du primaire, se sont vu remettre le foulard en tant que membres de l'organisation des pionniers dont la devise est « Nous serons comme le Ché »

La rentrée du pire

Face à la crise économique et financière, le gouvernement cherche à convaincre qu'il n'y a pas d'autres choix que ceux de la rigueur. A vouloir rassurer les marchés financiers et les agences de notation, il ne s'attaque pas aux causes structurelles de la crise.

En revenant modestement sur les niches fiscales, la défiscalisation des heures supplémentaires et en taxant de manière marginale et provisoire les hauts revenus, le gouvernement reconnaît l'échec de sa politique menée jusqu'ici. Mais les mesures annoncées s'inscrivent toujours dans une politique d'austérité pénalisant essentiellement les salariés, mettant peu à contribution les hauts revenus (200 millions sur un plan de 11 milliards), ne remettant pas en cause la réforme de l'ISF (2 milliards de recettes fiscales en moins). Elles hypothèquent ainsi toute sortie réelle de la crise et s'inscrivent dans des orientations européennes.

Le gouvernement utilise l'argument de la dette publique dont la hausse résulte pour l'essentiel des cadeaux fiscaux aux plus riches et des exonérations de charges pour des entreprises et poursuit dans sa logique de baisse des dépenses publiques. Ceci entraînera encore une baisse de l'activité et des recettes fiscales, tout en aggravant les inégalités. Soyons en sûrs, la « règle d'or » serait néfaste



pour notre économie et dangereuse pour notre démocratie sociale.

Où est l'équité, l'effort partagé dans les annonces faites ? D'un côté des mesures ponctuelles et réduites de taxation des hauts revenus de surcroît à partir d'un seuil trop élevé, de l'autre, réforme des retraites, suppressions massives d'emplois publics, RGPP et stagnation du pouvoir d'achat pour les salariés ! Plus des mesures présageant une mise à mal des dépenses de santé et des mutuelles qui entraîneraient une aggravation des difficultés d'accès au soin pour les plus modestes...

La Fonction publique reste particulièrement impactée par les choix faits : 15 milliards d'économie avec la RGPP contre 200 millions d'euro par la contribution exceptionnelle des hauts revenus !

Il faut cesser de considérer les services publics et la Fonction publique comme une charge. Ce sont bien des investissements productifs indispensables notamment l'éducation, la formation et la recherche. En poursuivant dans cette impasse, le gouvernement ne change pas la donne et n'offre pas de perspective d'avenir aux générations futures. Depuis 4 ans, le Ministère de l'Éducation nationale a supprimé plus de 52 000 postes.

Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'École publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service public. Ce dogme ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Les personnels de l'Éducation, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000



nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus. Ces suppressions associées au manque d'ambition éducative dégradent encore plus les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans ce contexte, la campagne publicitaire sur les recrutements lancée par le Ministre de l'Éducation nationale sonne comme une provocation d'autant que la préparation du prochain budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économies.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire « plus avec moins », la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

En plus de la question fondamentale des postes, la politique éducative, l'avalanche de mesures inadéquates,

incohérentes et précipitées maintiennent un système éducatif inégalitaire qui ne permet pas de lutter réellement contre l'échec scolaire.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire. Pour cela, les enseignants, les parents d'élèves, les étudiants et lycéens se sont mobilisés dès la rentrée et particulièrement le 27 septembre. Ils exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté. D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'École remplisse les objectifs d'une École démocratique, ambitieuse et émancipatrice.

Assassins

LIBYE – LE CHOC : SYRTE, PIRE QUE LE GHETTO DE VARSOVIE
par Allain Jules

L'histoire se répète et est un éternel recommencement. Le 12 octobre 1940, jour de la fête juive de Yom Kippour, fut créé le ghetto de triste mémoire de Varsovie. Aujourd'hui, à Syrte, c'est ce que fait en bien pire l'OTAN. Le siège de Syrte n'est en réalité que l'antichambre de la mort pour les partisans de Mouammar Kadhafi dans la nouvelle « démocratie » libyenne. Démocratie d'exclusion où, le premier précepte est celui d'éliminer ses éventuels opposants, avec la bénédiction des grandes « démocraties » que sont la France, les États-Unis et l'Angleterre.

A Varsovie, le ghetto n'était presque pas approvisionné en nourriture et combustible. A Syrte, la ville n'est pas du tout approvisionnée en nourriture et en électricité. Pire, elle est même privée d'eau. A Varsovie, dès l'hiver 1940-1941, la faim et le froid se font ressentir. A Syrte, la famine ne se fait pas ressentir, elle est présente. Alors, comment ce qu'on a dénoncé hier n'arrive pas aujourd'hui à nous mobiliser, nous, qui vivons en Europe ? Comment les Africains peuvent-ils se taire face à la monstruosité de l'OTAN et de ces renégats qui vendent leur pays pour un plat de lentilles ? Où est l'Asie ?

Vu la disproportion des forces, le siège fait autour de la ville de Syrte est un crime de guerre et contre l'humanité. L'OTAN va jusqu'à bombarder les hôpitaux, comme celui de Syrte. Est-ce ça défendre les civils ? Tout le monde détourne les yeux avec gêne. De quelle révolution parle-t-on ? Imposer son point de vue par la force, comme ce qui se fait en Libye est simplement criminel. Et par conséquent, ceux qui l'acceptent au nom d'une dialectique du vide, ne sont que des monstres, des nazis.

Vu la disproportion des forces, le siège fait autour de la ville de Syrte est un crime de guerre et contre l'humanité. L'OTAN va jusqu'à bombarder les hôpitaux, comme celui de Syrte. Est-ce ça défendre les civils ? Tout le monde détourne les yeux avec gêne. De quelle révolution parle-t-on ? Imposer son point de vue par la force, comme ce qui se fait en Libye est simplement criminel. Et par conséquent, ceux qui l'acceptent au nom d'une dialectique du vide, ne sont que des monstres, des nazis.

Indignez-vous, merde

Les brèves

que cette année, pas un seul n'était présent ! Seul, un ancien élu PS s'est rendu à la cérémonie... Et la relève ? Absente ! C'est sans doute plus intéressant



ABSENTS...

Colloque de la désobéissance à Grigny, les élus du Front de Gauche étaient bien évidemment présents. À leurs côtés, des membres du Citoyen, ainsi que les membres du groupe des personnalités de Gauche assistaient aux débats. Mais nous n'avons pas vu la Droite et les élus Socialistes ! C'est bizarre tout de même... Eux qui sont parfois si désobéissants en conseil municipal...

ABSENTS (BIS)

Comme chaque année, les membres du Conseil Municipal (toutes tendances confondues), ont rendu hommage aux élus décédés depuis 1977 en déposant une gerbe sur leurs tombes. Au fil des ans, les élus Socialistes se sont fait de plus en plus rares... À un tel point

de se mettre en scène devant les caméras de Vivé pendant les séances du Conseil Municipal que de venir honorer les morts.

ABSENT (TER)

Conseil Municipal du mois de Juin : Xavier Odo absent. Conseil Municipal du mois de Septembre : Xavier Odo une fois de plus absent. Mais il faut préciser que l'ordre du jour de ces deux séances était plus administrative que politique... C'est sans doute pour cela que nous n'avons pas eu droit aux leçons de « France infuse » dispensées par le leader de l'UMP locale... En lieu et place, nous avons eu droit à une déclaration lue par un conseiller municipal d'opposition. Cette « prose », probablement rédigée à l'encre (ultra libérale) de Xavier Odo, n'était

qu'une attaque de plus contre la Municipalité, avec la litanie habituelle qui est toujours dénuée d'arguments. Finalement, l'UMP c'est comme les vieilles filles : quand on a rien à raconter, on parle sur les autres...

LES LARMES DE SÉGO

Après la déculottée du premier tour des primaires, tout le monde a relevé les larmes de Ségolène Royal qui n'a recueilli que 7% des suffrages exprimés. Des larmes de crocodile dans la maroquinerie socialiste ! Et elle prétendait pouvoir gouverner la France ? Mais n'affirme-t-elle pas, aussi, qu'elle fait de la démocratie participative ?

DÉMO-CRACK

Deux millions sept cent mille participants au premier tour de la primaire « Citoyenne ». Un peu plus au deuxième tour. Et tous les ténors du PS se sont félicités à propos de cette « avancée démocratique ». Quelle avancée ? Deux ou trois millions de votants sur un potentiel de trente à quarante millions de Citoyens susceptibles de se rendre aux urnes ? Pas de quoi fouetter un chat ! Mais à droite, ça ne vaut pas mieux : Sarkozy est déjà vainqueur à l'UMP, sans passer par une primaire, avec seule-

SILENCE

Notre confrère, *Le Progrès* qui détient, sur plusieurs départements, le monopole de l'information de proximité a changé de format. Il n'en a pas pour autant changé son contenu, notamment pour ce qui concerne la chronique locale. Et l'on est en droit de s'interroger valablement sur le silence pesant qui égale la page de Grigny. Rien, jamais rien ou presque rien ! Et quand par hasard, une illumination frappe les correspondants locaux, ce n'est qu'approximation, données erronées et informations négatives.

Les plus grands silences de notre confrère concernent deux événements marquant de ces dernières semaines :
1 - Le bilan mi-mandat et sa présentation aux grignerots n'a pas fait l'objet d'une seule ligne. Pire, alors que de nombreuses villes ont eu l'honneur de se voir gratifier d'une pleine page pour que leur maire puisse rendre compte de son bilan à mi-mandat : rien pour Grigny !
2 - Le forum national consacré à la désobéissance (voir pages 2 et 3) qui a accueilli plus de 600 personnes venues de toute la France n'a fait l'objet d'aucune annonce et d'aucun compte-rendu dans les pages du journal local.

A petites doses on pourrait se dire qu'il s'agit d'oublis... répétés, mais vu l'ampleur du silence, on est en droit de se demander qui a donné l'ordre de boycotter ainsi les nombreuses initiatives politiques de la municipalité de Grigny ?

Rappelons que ce journal appartient au Crédit Mutuel qui se vante d'être, aussi, la banque des associations !

Le tissu associatif local et les grignerots apprécieront.

Et pour que les choses changent, peut-être faudrait-il envisager le boycott du Progrès et de son propriétaire.

Dans ce domaine, Le CITOYEN pourrait bien donner l'exemple !

ment 34% d'opinions favorables ! Chez les Socialistes comme à droite, l'objectif est uniquement d'occuper le terrain médiatique au détriment des

autres forces politiques. Comme quoi, le crack de la Démocratie, c'est bien le bi-partisme !

Adhésion

J'adhère à l'association et je verse la somme de 15 euros par an.
 Je m'abonne au journal Le CITOYEN pour un an et je verse la somme de 15 euros par an.

Nom : _____ Prénom : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Adresse : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à :
Le CITOYEN, 17, place Jean Jaurès 69520 Grigny. Chèques à l'ordre de l'association **Le CITOYEN**.

Le CITOYEN

Directeur de la publication :
Association **Le CITOYEN**
Rédacteur en chef : C. Goubert
Comité de rédaction : le bureau de l'association
Mise en page : **Le CITOYEN**
Imprimerie : IOV 69200
Contact : **Le CITOYEN**

www.le-citoyen.info
Courriel : info@le-citoyen.info
Prix au N° : 1 euro ou grigneuro
Abonnement : un an - 10 euros
N° ISSN : 1774-1041
Dépôt légal à parution

N° 40 - Octobre 2011

**FRONT
DE GAUCHE**